

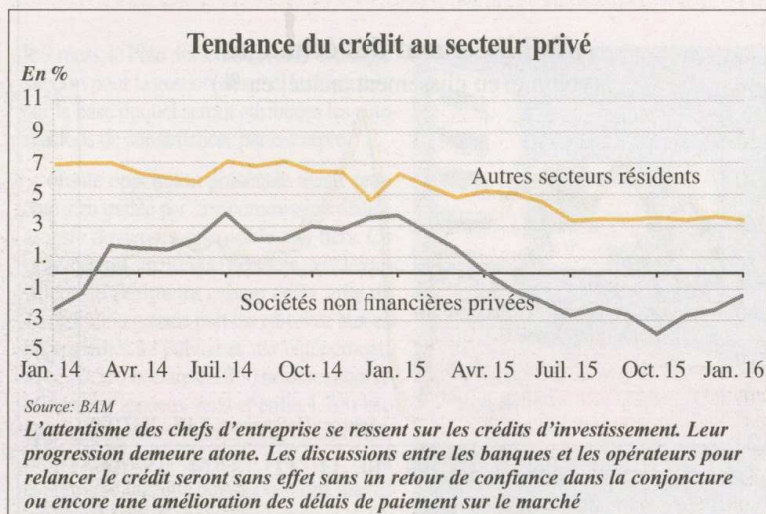


Le crédit toujours en panne

- Hausse de 1,2% en janvier sur un an à 764 milliards de DH
- Les impayés des entreprises ont bondi de 17% sur un an
- Les premières décisions après la réunion BAM-GPBM-CGEM attendues

L'ENCOURS des prêts bancaires a achevé le mois de janvier en baisse de 2,6% par rapport à fin 2015 à 764 milliards de DH (79% du PIB). Mais, sur une base annuelle, il affiche une hausse de 1,2%. Hors opérations financières, le total des prêts est en baisse de 0,4% sur un mois et en hausse de 0,7% sur une année glissante.

Le comportement du premier mois ne présage pas de ceux à venir. Cependant, il n'y a, pour l'instant, aucune raison de croire à un regain du crédit. Sur un an, les prêts à l'équipement ont enregistré une légère progression de 0,6%. L'investissement privé tourne au ralenti depuis deux ans et témoigne du manque de visibilité des entreprises. La croissance du PIB non agricole devrait rester molle cette année, en dessous de 3% selon les prévisions. La petite forme des prêts à l'équipement contraste toutefois avec la hausse de 6% des importations de produits finis d'équipement industriel en 2015. L'une des explications à ce décalage est l'impact des opérations des grandes entreprises telles que l'OCP qui continuent à investir massivement. Mais, comme ces groupes se financent beaucoup en fonds propres et auprès des



marchés financiers, leurs opérations se voient moins dans l'encours des prêts à l'équipement. Plus généralement, le crédit bancaire constitue la deuxième source de financement pour plusieurs entreprises derrière les fonds propres. Ceci dit, la grande majorité des sociétés, les TPME ne jurent que par le crédit. Au-delà des facteurs conjoncturels, banques et TPME se rejettent la faute du ralentissement du crédit. C'est une controverse récurrente qui a pris de l'ampleur ces dernières années dans un contexte de croissance molle et de dégradation des trésoreries des entreprises face à l'allongement des délais de paiement.

Les dernières consultations entre la Banque centrale, le GPBM et le patronat devraient aboutir à la mise en place de plusieurs dispositifs pour relancer le crédit. La seule mesure concrète à ce jour est que les banques ont accepté de transmettre la notation des entreprises. Mais, elles insistent sur la nécessité pour les TPME de mieux se structurer

de mettre sous pression les revenus de la banque de détail. Les premiers résultats annuels le confirment, sachant que d'un autre côté la chute des revenus des activités de marché pèsent aussi sur le produit net bancaire. Si le crédit est mal orienté du côté des entreprises, en revanche, il se maintient sur la clientèle des ménages quoiqu'à un rythme moins soutenu. Les crédits à l'habitat ont augmenté de 5,5% en janvier (sur un an). Les prêts à la consommation ont évolué dans les mêmes proportions (5,3%) sur la même période.

A fin janvier, les créances en souffrance ont totalisé 57 milliards de DH en augmentation de 9,4% en glissement annuel. Les impayés ont bondi de 17% chez les entreprises et sont restés quasi stables (+0,4%) au niveau des ménages. □

F. Fa

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com